

La voix de l'Opposition de gauche

Une aubaine pour ArcelorMittal.

04.12.12

- L'accord sur Florange, une aubaine pour ArcelorMittal - AFP

Si certains d'entre vous avaient encore des doutes sur l'accord intervenu entre le gouvernement et Mittal au profit de ce dernier, quand ils auront lu cet article, ils n'en auront plus du tout ou alors c'est incurable !

Ce qui est extraordinaire, c'est la médiocrité des analyses, des faits mentionnés et des éléments retenus par les différents partis ouvriers qui se sont contentés finalement de commenter l'actualité, de l'accompagner. Hier, sur Internet il m'a fallu lire et reproduire les commentaires de certains internautes qui rappelaient que Mittal depuis 2006 avait perçu des subventions de l'UE, des aides et exonérations de l'Etat français en tous genres, mieux encore qu'il avait une ardoise d'un milliards d'euros envers le fisc, qu'il avait fait le même coup à Gandrange en promettant d'investir 300 ou 330 millions d'euros, pour finalement ne pas verser un centime et fermer le site.

Or, au regard de ces éléments à la disposition de toutes les partis, gouvernement, syndicats et partis, il était impossible d'accorder le moindre crédit à la fois au discours du gouvernement et de Mittal. En comparaison, les militants ne doivent jamais l'oublier, moi je suis tout seul à l'autre bout du monde à faire ce boulot et je l'ai fait mieux qu'eux.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les militants posent cette question à leurs dirigeants. Pourquoi ce silence?

On a l'impression que dorénavant ils courent derrière l'actualité et se positionnent une fois seulement que le gouvernement s'est exprimé, comme s'ils ne voulaient pas lui faire de l'ombre ou le gêner dans son action. Ce n'est pas nouveau, on assiste à ce pitoyable spectacle depuis le 6 mai, depuis bien plus longtemps en réalité. Disons que cette tendance s'est amplifiée depuis que Hollande a été élu, ce qui confirme ce que j'avais écrit avant les élections présidentielles si vous vous en souvenez. A court d'imagination ou incapable de s'en tenir à une ligne politique, ils ont adopté le même tic que les médias qui consiste à traiter l'actualité comme une abstraction détachée du passé et de toute perspective (politique), bref, on se demandera en quoi ils sont encore utiles. On aurait franchement souhaité ne pas avoir à se poser cette question.

En résumé, les masses sont ignorantes ou ne comprennent rien ou presque à ce qui se passe sous leurs yeux, et comme ces partis pour continuer à exister n'ont rien trouver de mieux à faire que flatter leur ignorance ou de cultiver leurs illusions, ils en sont rendus à les étaler au grand jour. Si cela vaut pour des événements qui se déroulent sous leurs fenêtres, alors imaginez un peu ce qu'il en est quand ils se déroulent à l'autre bout du monde.

- L'encre de l'accord intervenu entre ArcelorMittal et le gouvernement sur le sort de Florange à peine sèche, les bons connaisseurs du dossier s'accordaient pour dire que Mittal sort grand gagnant de l'affaire, n'ayant consenti des concessions qu'à la marge sur ses plans initiaux.

Si les deux parties ont salué un "*bon accord*", c'est surtout ArcelorMittal qui a raison de se réjouir, tant les décisions prises s'approchent de ce qu'il prévoyait de faire dès l'annonce de la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

Le sidérurgiste a-t-il fait des concessions significatives ? "*Non*", répond clairement Guy Dollé, qui était patron d'Arcelor à l'époque de la fusion, dans Les Echos. "*Il ne fait qu'exécuter son plan initial*", confirme, à l'unisson, Jean-Louis Pierquin, ancien dirigeant du groupe et président du pôle de compétitivité Materalia.

D'autres experts, qui ne souhaitent pas être cités, font la même analyse.

Les 180 millions d'euros investis "*ne sont pas l'effet de la fermeture*" des hauts-fourneaux, ils sont "*la rentabilisation de la fermeture*" explique M. Pierquin.

Autre aspect: l'absence de plan social. "*C'était son intérêt et c'était vraisemblablement ce qu'il aurait fait*", commente M. Dollé. "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", poursuit-il.

"*Pas de plan social, ça ne veut pas dire pas de suppression d'emplois*", souligne de son côté M. Pierquin. Vendredi soir, une source à Maignon avait effectivement précisé qu'il y aurait des suppressions de postes induites par les départs à la retraite.

"*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans préciser.

Quant aux hauts-fourneaux qu'ArcelorMittal souhaitaient fermer et qui doivent être mis sous cocon, ce n'est pas par le projet Ulcos que passera leur salut.

"*Faire croire qu'Ulcos va sauver les hauts-fourneaux lorrains, c'est de la tromperie*", assure l'ancien patron d'Arcelor, qui met en avant, tout comme M. Pierquin, le côté expérimental et temporaire du projet.

Pire, le maintien "*en l'état*" des installations dans l'optique d'y réaliser Ulcos est certes une manière de "*sauver l'honneur*" pour le gouvernement au sujet des hauts-fourneaux, comme l'indique M. Pierquin. Mais c'est aussi une aubaine pour ArcelorMittal, qui n'aura pas à procéder immédiatement à un démantèlement et à la dépollution du site, des opérations autrement plus coûteuses que la simple mise en sommeil des installations. AFP 03.12

Qui exigent que Mittal rembourse les subventions et aides diverses qui lui ont été accordées par l'Etat, qui exigent qu'il paie sur le champ le milliard d'euro qu'il doit au fisc et qui permettrait d'assurer la modernisation des hauts-fourneaux de Florange et de rendre la filière à chaud aussi ou plus compétitive que ses concurrents, de sauver la totalité des emplois y compris ceux de la sous-traitance ? Personne. Pourquoi ? Je vous laisse y réfléchir.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas nationaliser tout ce que possède Mital en France en contrepartie de ce qu'il doit au fisc ? Merde, la France est un Etat souverain et a le droit d'intervenir quand des sociétés ne paient pas ce qu'elles doivent au fisc. les petits artisans qui fraudent l'Urssaf pour quelques milliers d'euros en savent quelque chose : l'Etat ne leur pardonne pas.*"

Vous êtes encore trop généreux à notre goût. Nous, nous le ferions casquer et ensuite on lui prendrait tout sans lui verser un centime, c'est cela le socialisme!